
Chroniques

La démocratie à Potton Les élections de 1814, 1816 et 1820

Recherche de Jean-Louis Bertrand

Cette chronique trace le portrait des élus ayant représenté Potton au Parlement du Québec depuis les premières élections de 1792 et au Parlement du Canada à compter de 1867. Elle présentera aussi le résultat des élections municipales à partir de la constitution en municipalité du Canton de Potton, en 1855. Et ce, avec une mise en contexte historique. Cette sixième évocation porte sur les élections de 1814, 1816 et 1820.

La huitième élection du Bas-Canada, nom du Québec à l'époque, se déroule du 25 mars au 13 mai 1814. Le territoire du Canton de Potton est partie intégrante du comté de Richelieu. Les mêmes partis s'affrontent, le Parti britannique et le Parti canadien. Le poste de gouverneur est occupé par Sir George Prevost jusqu'au 4 avril 1815, puis par Sir Gordon Drummond qui quittera son poste en mai 1816. Sur le plan politique, l'action la plus importante de Drummond fut la dissolution en février 1816 de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada en raison de la volonté de la Chambre de porter à nouveau des accusations contre les juges Jonathan Sewell et James Monk après qu'ils eurent été acquittés par le Conseil privé de Londres. Il prend cette mesure sur l'ordre explicite du gouvernement britannique. Soulignons qu'en 1815, un établissement agricole et militaire est fondé par le major général Frederick George Heriot et prend le nom de Drummondville en l'honneur du gouverneur.



Sir Gordon Drummond

Les élections générales de 1814 sont, comme les précédentes, très contestées. Le résultat du vote confirme la prépondérance du Parti canadien avec 33 élus; le Parti britannique en compte 8, cinq sont des indépendants et quatre, d'allégeance indéterminée. Rappelons que, de 1814 à 1816, le Conseil législatif, dont les membres sont nommés à vie par le gouverneur, compte 22 conseillers, dont 17 du Parti britannique, un du Parti canadien, deux indépendants et deux d'allégeance indéterminée.

Pour le comté de Richelieu, les élections de 1814 sont déclarées invalides et, à l'élection complémentaire de mars 1815, ce sont Séraphin Cherrier et François-Xavier Malhiot qui sont élus députés. Tous deux appuient le Parti canadien.

Fils de François-Pierre Cherrier, notaire, et de Marie Dubuc, Séraphin Cherrier est né le 7 novembre 1762 à Longueuil. Il exerce la

médecine à Saint-Denis-sur-Richelieu. Il y décède le 13 juin 1843, à l'âge de 80 ans. Soulignons qu'il est le beau-frère de Joseph Papineau et de Denis Viger.

François-Xavier Malhiot, né le 4 décembre 1781 à Verchères et décédé le 12 juin 1854 à Boucherville, était un commerçant, un seigneur et un politicien du Bas-Canada. Engagé volontaire dans le Royal Canadian Volunteer Regiment comme officier, puis lieutenant-colonel dans la milice, il servit durant la guerre anglo-américaine de 1812. Il hérita de la seigneurie de Contrecoeur de son beau-père en 1807 et en devint le seigneur principal en 1816.

Riche marchand, François-Xavier Malhiot se fit donc élire député du comté de Richelieu à l'Assemblée législative du Bas-Canada lors de l'élection complémentaire de 1815, mais ne s'y représenta pas. En 1828, il fut élu dans le comté de Surrey. Malhiot appuya les résolutions critiquant le comportement du gouverneur, ce qui lui valut d'être destitué de son poste dans la milice par Lord Dalhousie. En 1830, il fut réélu dans le comté de Verchères (nouvelle dénomination du comté de Surrey), mais démissionna en 1832 après avoir été nommé au Conseil législatif du Bas-Canada.

Désormais proche du pouvoir, il ne soutint pas les Patriotes pendant la rébellion de 1837-1838. Le 23 octobre 1837, il était présent à l'Assemblée des six comtés, à Saint-Charles-sur-Richelieu, en tant que député. Lorsqu'il s'aperçut que des appels à l'insurrection armée étaient lancés, il quitta l'assemblée. Il vendit sa seigneurie en 1846 et se retira à

Boucherville où il mourut le 18 juin 1854, à l'âge de 72 ans.

La dissolution en février 1816 de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada par Lord Drummond déclenche la neuvième élection générale qui se tient du 8 mars au 25 avril 1816. Le Parti canadien obtient 34 sièges, le Parti britannique 11, quatre députés siègent comme indépendants et quatre sont d'allégeance indéterminée. Le Conseil législatif compte, de 1816 à 1820, 32 conseillers, dont 27 du Parti britannique, deux du Parti canadien, deux indépendants et un d'allégeance indéterminée.



**Portrait du seigneur Malhiot
par Frederick William**

Dans le comté de Richelieu, Séraphin Cherrier est réélu. Jean Dessaulles occupe l'autre siège. C'est un agent seigneurial, officier de milice, seigneur et homme politique. Né en 1766 à Saint-François-du-Lac, il est décédé le 20 juin 1835 à Saint-Hyacinthe. Dessaulles, seigneur de Saint-Hyacinthe, fut très actif. Il acheta, vendit et concéda des terres. Pour les seules années 1826 et 1827, par exemple, les archives notariales témoignent de 200 concessions. Il s'occupa de la construction d'un chemin, d'une digue et d'une scierie. Il connaissait bien les problèmes des censitaires, ses rapports avec eux étaient simples et on lui reconnaissait un esprit de justice.

Le 21 février 1816, Dessaulles avait épousé à Montréal Marie-Rosalie Papineau, fille du notaire Joseph Papineau et sœur de Louis-Joseph. La même année, il fut élu député de la circonscription de Richelieu, qui faisait partie de la zone d'influence de la famille Papineau. À compter de 1830 et jusqu'en 1832, il représenta la circonscription de Saint-Hyacinthe, détachée de celle de Richelieu en

1829. Moins instruit, moins loquace, plus modéré aussi, Dessaulles ne s'illustra pas à la Chambre d'assemblée autant que son beau-frère Papineau, ni que Bourdages. Pendant des décennies, les Papineau et les Dessaulles furent étroitement liés.

À la fin de 1831, le gouverneur Matthew Whitworth-Aylmer invita Dessaulles à faire partie du Conseil législatif. Dessaulles entendait rester libre d'exprimer son opposition concernant la place qu'occupait le Conseil dans l'appareil politique, mais il estimait qu'« *il va[lait] mieux que des hommes amis de la Chambre d'assemblée entrent au Conseil pour effectuer un rapprochement désirable entre les deux corps que de les voir sans cesse en lutte et en opposition* ». Il fut nommé au début de 1832. Le rôle de Dessaulles au Conseil fut sans éclat.

Les élections de 1820, les dixièmes, se déroulent du 22 février au 11 avril 1920. Le Parti canadien remporte 34 sièges, le Parti britannique 8, deux sièges sont détenus par des indépendants et huit, par des députés d'allégeance indéterminée. Le Conseil législatif compte, en 1820, 31 conseillers, dont 26 du Parti britannique, deux du Parti canadien, deux indépendants et un d'allégeance indéterminée. Dans le comté de Richelieu, Jean Dessaulles est réélu et François Saint-Onge succède à Séraphin Cherrier.

François Saint-Onge est né à Contrecoeur, le 9 mars 1781, et fut marchand à Saint-Ours. Il exerça les fonctions de juge de paix et de commissaire au Tribunal des petites causes. Élu député de Richelieu en avril 1820, il fut réélu en juillet 1820. Il appuya tantôt le Parti

canadien, tantôt le Parti des bureaucrates, mais prit part à peu de votes. Il ne s'est pas représenté en 1824. Il est décédé à Saint-Ours, le 27 février 1842, à l'âge de 60 ans et 11 mois.

Au cours de cette période, après le départ de Sir Gordon Drummond en 1816, les administrateurs se succèdent rapidement. Le major général John Wilson, administrateur provisoire, gouverne de mai 1816 à juillet 1816, Sir John Coape Sherbrooke de juillet 1816 à juillet 1818 et Charles Lennox, duc de Richmond, de juillet 1818 à août 1819.

Né en 1764 en Angleterre, Sir John Coape Sherbrooke entra dans l'armée britannique en 1780. Il servit en Nouvelle-Écosse, en Flandre, aux Indes, en Sicile et en Espagne. Nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse en

1811, il fut promu gouverneur en chef de l'Amérique du Nord britannique le 10 avril 1816 et

entra officiellement en fonctions, à Québec, en juillet 1816. Sa santé l'obligea à quitter ses fonctions deux ans plus tard, mais sa courte gouvernance fut un succès. Par la force de son caractère et la perspicacité de son administration, Sherbrooke créa une accalmie dans la politique d'affrontement du Bas-Canada. Il sut se concilier le respect de ses sujets coloniaux de toutes les tendances politiques et religieuses.

Dès le début, Sherbrooke résout de ne pas se mêler des querelles partisans et de viser plutôt la neutralité et la conciliation, en recourant à la persuasion individuelle. Conscient de la nécessité d'obtenir et de conserver l'approbation du comte Bathurst,



**Le lieutenant-général
Sir John Coape Sherbrooke**

secrétaire d'État aux Colonies, Sherbrooke se trouve devant des instructions inspirées de bonnes intentions, mais irréalistes : cultiver les dispositions favorables de Mgr Joseph-Octave Plessis et du clergé catholique tout en collaborant étroitement avec Sewell, un des leaders du Parti des bureaucrates. Pour Sherbrooke, ces deux objectifs sont inconciliables. Les Canadiens méprisent profondément Sewell, et le clergé catholique le tient même responsable des maux de la colonie. Il est convaincu que le succès d'une politique conciliatrice repose en grande partie sur sa capacité d'établir de bonnes relations avec l'évêque catholique.

Sherbrooke et Plessis deviennent bientôt de grands amis et de proches collaborateurs. Sherbrooke nomme Plessis au Conseil législatif en 1818. Cette nomination assure à l'exécutif colonial un précieux allié politique en même temps qu'elle resserre ses liens avec les Francophones de la province.

Sherbrooke réussit à gagner l'appui du président de l'Assemblée, Louis-Joseph Papineau. Par sa bonne foi et sa courtoisie, Sherbrooke noue une relation cordiale, voire paternelle, avec l'homme politique canadien qui allait plus tard devenir la bête noire de gouverneurs moins astucieux et moins traitables.

La nature fournit elle aussi à Sherbrooke une occasion de se faire apprécier. L'année 1816 est marquée par des gels et des périodes de froid. Une année sans été. Le 3 juin, il neige dans les régions de Montréal et de Québec. On craint pour les récoltes. Le 9 juillet, prévoyant une famine, l'administrateur Wilson émet une proclamation interdisant l'exportation par terre ou par eau « de blé, farine de blé, biscuit, fèves, pois, orge et grains de toutes espèces employés dans le pain ». À la mi-juillet, la terre gèle encore dans certaines régions. Le 17 juillet, le gouverneur Sherbrooke, alarmé par cette situation climatique inusitée, autorise

l'importation de pain, biscuit, farine, pois, fèves, patates, blé, riz, avoine, orge ou grains d'aucune espèce et la farine faite d'iceux, des territoires appartenant aux États-Unis de l'Amérique. Malheureusement, le 26 août, la grêle détruit en bonne partie ce qui était encore dans les champs. Pour venir en aide à la population, le gouverneur alloue des sommes d'argent devant permettre aux habitants de se procurer les vivres nécessaires, mais l'hiver sera long.

Sherbrooke tabla sur l'harmonie qui régnait entre lui et le président de l'Assemblée quand il s'employa à démêler les affaires financières de la colonie, et il obtint en 1818 que les crédits soient votés sans heurt, ce qui constituait un tour de force pour un gouverneur du Bas-Canada.

Sherbrooke décède en 1830, à l'âge de 68 ans, mais son nom reste lié à l'histoire des Cantons-de-l'Est. Le village naissant des Big Forks (Grandes Fourches), au confluent des rivières Magog et Saint-François, prend le nom de Sherbrooke en février 1818. Soulignons que ce hameau ne compte que 100 habitants en 1823, selon Jean-Pierre Kesteman.

Une certaine stabilité intervient avec le général Georges Ramsey, comte de Dalhousie, gouverneur général d'avril 1820 à septembre 1828.

Le comte de Dalhousie est né le 22 octobre 1770 à Dalhousie Castle, en Écosse, et meurt le 21 mars 1838 dans son château. Il choisit la carrière des armes en 1787 et sert à Gibraltar, aux Antilles, en Irlande, aux Pays-Bas, en France, en Égypte et en Espagne. Lieutenant-gouverneur de la colonie de Nouvelle-Écosse de 1816 à 1820, il est promu général en 1830.

Soucieux de promouvoir le progrès intellectuel, le gouverneur soutient la création d'écoles et de bibliothèques dans les villes et villages. Il fonde la Société littéraire et historique de Québec pour préserver les archives des

Jésuites. Au début des années 1820, quelque 10 000 immigrants débarquent chaque année à Québec. Inquiet de l'invasion de ces Irlandais nécessiteux et turbulents, Dalhousie s'oppose fermement aux programmes d'assistance à l'émigration sanctionnés par le ministère des Colonies, à Londres.

Les problèmes de l'administration foncière au Canada retiennent encore plus l'attention de Dalhousie. Des milliers d'acres détenus par des propriétaires absentéistes demeurent à l'état sauvage. La couronne doit donc avoir le pouvoir de confisquer toutes les concessions en friche. En outre, le peuplement et les communications sont ralentis par une pratique « *contraire tout à la fois à la sagesse, à la saine politique et au bien* », qui consistait à réserver à la couronne et au clergé des centaines d'acres. Dans le cas des réserves tant de la couronne que du clergé, Dalhousie favorise le remplacement de ces concessions et des baux par des ventes.

Soucieux de faire régner le calme en politique, Dalhousie est décidé à se tenir au-dessus des querelles partisans. Ce n'est pas facile dans une collectivité divisée. Au début, Dalhousie prête aux Canadiens toute l'attention qu'ils méritent. Il se sent spontanément attiré par les simples habitants, qu'il trouve soumis et respectueux, plein de « *civilité et même de raffinement* ». « *S'il y a de l'agitation et du mécontentement [parmi les Canadiens], notait-il, c'est du côté des avocats, qui de tout temps se sont plu en eaux troubles.* »

En dépit de ses bonnes intentions, le gouverneur présente toujours deux faiblesses funestes : un tempérament irascible et un conservatisme politique mal adapté à la conjoncture.



**Le général Georges Ramsey,
comte de Dalhousie
Musée des beaux-arts du Canada**

Dans les inévitables querelles qui l'opposent à la Chambre, Dalhousie se montre extrêmement jaloux de son autorité et de sa dignité de représentant du souverain et fait de toute attaque ou de tout revers une affaire personnelle. Faute de souplesse et de sens des proportions, il laisse de banals incidents se transformer en de grands débats constitutionnels. À l'instar de tous les administrateurs impériaux qui se voyaient assiégés, à l'époque comme par la suite, il attribue les initiatives, les critiques et la résistance de l'Assemblée à une poignée d'agitateurs ambitieux qui ne représenteraient pas la portion éclairée de la collectivité, mais exerceraient une séduction temporaire sur une masse ignorante.

Confronté au refus de l'Assemblée législative de voter les crédits financiers, le gouverneur

décide d'attendre le salut d'un projet de loi qui, présenté au Parlement impérial en juin 1822, propose de réunir le Bas et le Haut-Canada, ce qui aurait pour effet de créer un Parlement à majorité anglophone. Mais ses espoirs sont déçus. Le projet est retiré par les ministres britanniques en juillet.

Pour Dalhousie, les députés sont vraiment français jusqu'à la moelle : *« il n'y a pas en eux la moindre parcelle de l'honneur britannique ou d'intégrité, ni de loyauté ou de patriotisme – une demi-douzaine d'avocats démocrates mènent par le bout du nez un groupe de fous ignorants qui, ne sachant pas lire, ne peuvent connaître ni la constitution ni les lois de leur pays – ils sont [...] indignes des hautes responsabilités qui leur ont été dévolues. »* « Le pays n'est pas assez évolué pour une institution comme le Parlement »; lui avoir accordé une telle institution était aussi *« insensé que de faire jouer un singe ou un ours avec un voile de dentelle »*.

Nous verrons dans la prochaine chronique les résultats décevants des élections de 1827 pour Dalhousie.

Et Potton?

Loin des débats politiques, les habitants de Potton consolident leur emprise sur le territoire. East Potton Landing (Knowlton Landing), East Potton (Vale Perkins), South Potton (Highwater), West Potton (Dunkin) et Meigs' Corner prennent de l'expansion. Potton Corner (Mansonville) s'affirme avec l'arrivée des Manson. North Potton se développe avec l'arrivée d'un premier pionnier, Heman Beldeon en 1819.

En 1831, selon Bouchette, la population de Potton s'élève à 804 personnes, dont 10 artisans. Une forte augmentation, puisque Potton comptait 287 habitants en 1825. Taylor note le peu de routes et leur mauvais état : *« A few roads lead into the neighboring townships, but not very good. »* Toutefois, les réalisations sont déjà importantes : entre autres industries, quatre scieries, trois moulins à grain, un moulin à carder et un de foulage, une brasserie et une distillerie, trois ateliers de fabrication de potasse.

L'augmentation de la population dans les Townships et la volonté des gouverneurs de réduire l'influence du Parti canadien amènent le gouvernement à considérer la création de nouveaux comtés. Ce sera chose faite en 1829 avec le Stanstead County qui englobe Potton. À temps pour l'élection de 1830. Nous y reviendrons dans la prochaine chronique.

Sources

- Archives nationales du Canada. *Résultats du recensement du Bas-Canada, Résultats pour le Canton de Potton*, microfilm n^o C-717.
 - Bernard, Jean-Paul. « Dessaulles, Jean », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI (1821-1835).
 - Bouchette, Joseph. *British Dominion in North America*, 1831.
 - Burroughs, Peter. « Ramsey, Georges, 9^e comte de Dalhousie », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VII (1836-1850).
 - Burroughs, Peter. « Sherbrooke, sir John Coape », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI (1821-1835).
 - Kesteman, Jean-Pierre, Peter Southam et Diane Saint-Pierre. *Histoire des Cantons-de-l'Est*, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses de l'Université Laval, 1998.
 - Lacoursière, Jacques, et Hélène-Andrée Bizier. *Nos racines, l'histoire vivante des Québécois*, Livres Robert Laffont, vol. 9, *Une coexistence difficile*, Montréal, 1980, p. 1072.
 - Lemieux, Frédéric. *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1792 à nos jours*, Les publications du Québec, 3^e éd., 2009, p. 175 et 176, 502, 643, 707 et 708.
 - Taylor, Rev. Ernest M. *History of Brome County*, vol. I, John Lovell & Son, Limited, 1908, p. 40.
 - Wikipédia. Huitième législature du Bas-Canada.
 - Wikipédia. Neuvième législature du Bas-Canada.
 - Wikipédia. Dixième législature du Bas-Canada.
-